



**Femmes, hommes et pouvoir :
Les communes doivent rattraper
leur retard !**

(2012)



fps

Françoise Claude
Secrétariat général des FPS
02/515.04.01
francoise.claude@mutsoc.be

Cet article a été publié dans
Femmes Plurielles, n°39, sept. 2012.

**À VOTRE AVIS,
QUI EST BOURGMESTRE ?**

**Le 14 octobre,
☑ votez sans préjugés.**

UNE CAMPAGNE DES **FEMMES PRÉVOYANTES SOCIALISTES**
WWW.FEMMESPREVOYANTES.BE

Logos: **fps**, **MR**, **CD**, **PS**, **SP.A**, **FORUM**, **1923-2013**

Dans tous les lieux de pouvoir et de décision, les femmes sont moins présentes que les hommes. Pouvoir politique, économique, syndical, culturel, entreprises et services publics, la règle est constante. Et la commune ne fait pas exception, bien sûr.

De plus, dans les communes, quand les femmes accèdent à des postes à responsabilités, c'est généralement dans des fonctions très « genrées », c'est-à-dire dans des domaines qui relèvent traditionnellement de leurs rôles sociaux : la santé, l'enseignement, l'aide sociale..., tandis que les hommes continuent de s'occuper des travaux de voirie et du budget. Ce n'est pas toujours le cas à d'autres niveaux de pouvoir, même si la parité n'est atteinte nulle part : cinq femmes sur treize au Gouvernement fédéral, et dans des domaines généraux : Emploi, Intérieur, Justice, et la très stratégique Sécurité sociale. Par contre, le Gouvernement wallon est le plus macho : une seule femme sur huit, compétente pour l'Action sociale, la Santé et l'Egalité des chances... Une seule femme, c'est-à-dire le strict minimum légal, puisque depuis 2002 la loi exige la présence des deux sexes dans tous les exécutifs fédéral, communautaires et régionaux.

Résistances

Dans les communes comme ailleurs, on nous dit qu'il n'y a pas de femmes compétentes prêtes à se lancer dans la bataille... Pas compétentes ? Bizarre, elles sont pourtant de plus en plus diplômées, et dans les jeunes générations elles le sont même plus que les hommes.

Pas prêtes à se lancer dans la bataille ? Cela voudrait-il dire que quand il y a une femmes « qui en veut », on la soutient, on la pousse ? Demandez donc à celles qui l'ont fait, si on leur a facilité les choses en tant que femmes... Alors, quand les instances dirigeantes d'un parti, que ce soit au niveau local ou ailleurs, ne trouvent pas de femmes compétentes prêtes à y aller, sont-ils sûrs d'avoir bien regardé là où il fallait ? Evidemment, si on va chercher des femmes (ou des hommes) pour boucher les trous alors qu'elles/ils n'ont pas elles/eux-mêmes fait de démarches en ce sens, on ne risque pas de rencontrer beaucoup d'enthousiasme. Et si on regardait plutôt autour de soi celles qui « en veulent », plutôt que de choisir, pour compléter les listes, des personnes qui ne feront pas de vagues ? Et puis, une fois élues, si on écoutait celles qui veulent le budget et pas la petite enfance, les travaux

publics et pas les maisons de repos¹ ? Évidemment, ce sont des femmes qui risquent de ne pas se contenter de faire de la figuration, mais qui au contraire feront entendre leur voix, quitte à déranger.

On nous dit que les lois imposant des quotas ou la parité vont susciter des candidatures de femmes parce que femmes, et pas pour leurs qualités. À quoi on pourrait répondre, au vu de leur surreprésentation², qu'on choisit très souvent des hommes parce que hommes, sans se poser la question de leurs compétences ... hommes qui une fois nommés ou élus, ne céderont plus leur place. Car il faut bien dire que chaque femme qui occupe un poste de pouvoir, c'est un homme de moins ! Dur-dur pour ces messieurs.

Il ne s'agit pas de revendiquer pour toujours et dans chaque circonstance une exacte parité. La parité n'est pas un objectif en soi : l'objectif, c'est l'égalité. Il s'agit plutôt de lutter contre la mainmise des hommes sur les lieux de pouvoir et l'écartement des femmes de toutes ces instances où se décide l'avenir de tout le monde. Il n'est pas normal que toutes les décisions soient prises par des hommes entre eux, par des clubs fermés. Et ça ne se fera pas tout seul, ça ne viendra pas « naturellement », comme certains le pensent. Quand le réel résiste, il faut le contraindre. Pas plus que les autres, la domination masculine ne disparaîtra d'elle-même, si on ne la combat pas volontairement.

Une bonne occasion de faire avancer les choses

Le mois prochain, nous votons pour mettre en place de nouvelles équipes dans nos communes et nos provinces³. Au moment où nous écrivons ces mots, les listes ne sont pas encore connues. Combien de femmes à des places éligibles ? Combien de têtes de liste, ayant des chances de devenir bourgmestre ou députées provinciales ? Étant donné la faiblesse de la situation actuelle, progresser ne devrait pas être trop difficile ! C'est donc le moment où jamais. Ou plus exactement : c'est maintenant, ou dans six ans, ou dans douze ans...

Il n'est pas question de plaider pour un vote exclusivement « femmes », simplement parce que ce sont des femmes et sans aucune autre considération. Certaines femmes défendent

¹ soit dit sans aucun mépris pour ces institutions, auxquelles nous accordons au contraire la plus grande importance, mais qui manquent sérieusement de mixité !

² Actuellement, il y a en Belgique 90,5 % de bourgmestres hommes contre 9,5 % de femmes. Aucun de ces hommes n'aurait-il été préféré à une femme en raison de son sexe masculin ? Difficile à croire...

³ Les députés provinciaux : hommes, 76,7% - femmes, 23,3%

des positions contraires à l'égalité ou sentiment que l'égalité est déjà accomplie, tandis que certains hommes prennent en compte le problème et tentent d'y remédier. On vote pour des idées, pour des politiques, des prises de position, des actes accomplis. Mais parmi les candidat-es qui ont notre adhésion, pourquoi ne pas privilégier les femmes, afin de contrebalancer (un peu) les obstacles qu'elles ont à surmonter en tant que femmes ?

Pas question non plus de défendre la mixité des lieux de pouvoir parce que les femmes feraient de la politique « autrement ». Non. Simplement parce que c'est juste. Parce que l'humanité repose sur les deux sexes, tous les deux aussi indispensables à son existence. Femmes et hommes peuvent être animés (ou pas) du désir de travailler pour le bien public, d'occuper une place de pouvoir, parfois d'en abuser... Supposer qu'ils agiraient en fonction de leur sexe est donner à celui-ci plus d'influence qu'il n'en a sur nos comportements, et soutenir qu'il y aurait des différences psychiques innées entre les femmes et les hommes. Or ces différences, quand elles existent, sont plus attribuables à l'éducation et à l'environnement qu'aux organes de reproduction !

Car évidemment, chaque être humain est formé et construit en grande partie par sa place dans la société et les expériences qu'il/elle a vécues. Les rôles sociaux des femmes et ceux des hommes étant encore très différents, il se peut qu'ils/elles développent des angles de vue et des priorités sensiblement différentes elles aussi. Si nos élu-es tenaient un peu plus compte des réalités concrètement rencontrées par les femmes, ce ne serait pas plus mal. Mais il ne faut pas forcément être une femme pour cela. Un jour peut-être ces différences de rôles auront-elles disparu, ce que nous souhaitons car elles sont vecteurs d'inégalités entre les sexes.

Quelles politiques ?

Qu'ils soient femmes ou hommes, nous attendons de nos édiles des politiques d'égalité. Nous en avons proposé un grand nombre, tant en tant que FPS⁴ qu'avec les mutualités socialistes et leurs asbl⁵. Citons-en les grandes lignes : renforcer l'accueil des enfants, les aides aux personnes âgées et dépendantes, favoriser la mobilité de tous, développer l'accueil des victimes de violences conjugales et former les agents communaux à cette problématique, améliorer l'accès aux sports à égalité pour tous, veiller à une présence équilibrée des deux

⁴ <http://www.femmesprevoyantes.be/outils-publication/etudes/Vie-politique/Pages/Pourunepolitiquecommunale.aspx>

⁵ <http://www.femmesprevoyantes.be/SiteCollectionDocuments/analyses/2012/memorandum-commun-EC2012.pdf>

sexes (et encore mieux, la parité !) dans tous les lieux décisionnels ou consultatifs, en tant qu'employeur s'attaquer au « plafond de verre » qui bloque trop souvent la carrière des femmes, former à la question du genre les enseignant-es, les accueillant-es extra-scolaire, de crèches, d'accueil à domicile, etc. Pourquoi ne pas voter pour les candidat-es qui se montrent le plus attentifs à ces aspects ?

La commune et la province ont, dans leurs compétences, des leviers importants pour faire bouger les choses. Qu'elles s'en emparent !